



UNION INTERFÉDÉRALE
DES AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



Paris, le 15 octobre 2026

Monsieur David AMIEL
Ministre de l'Action et des Comptes publics

Objet : Projet d'accord sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Monsieur le Ministre

Vous avez initié une négociation sur l'égalité professionnelle qui a abouti à un projet d'accord présenté par la DGAFP le mois dernier.

En préambule à cette négociation a été débattu un accord de méthode que Force Ouvrière Fonction publique a refusé de signer. Nous avons été la seule organisation syndicale à ne pas partager la méthode portée par la DGAFP qui occultait déjà un point essentiel, à savoir le budget alloué à la réduction des inégalités salariales entre les femmes et les hommes dans la fonction publique.

Malgré cette absence de perspective budgétaire, FO Fonction publique s'est pleinement engagée dans cette négociation par des contributions écrites et a participé aux 21 réunions organisées par vos services.

À l'issue de celles-ci, force est de constater que ce projet d'accord reste un guide de bonnes pratiques sans moyens d'accompagnement et qui n'a pas pour ambition de réduire significativement les inégalités entre les femmes et les hommes.

La politique d'austérité poursuivie par le gouvernement et l'absence de moyens financiers vont continuer d'aggraver la précarité de tous les agents publics et particulièrement celle des femmes.

Gel du point d'indice, carrières au SMIC, 10% de rémunération en moins en cas d'arrêt maladie, non prise en compte de la situation des femmes ayant une grossesse difficile, jour de carence, autant de choix politiques qui empêchent la mise en place de mesures en faveur des femmes.

Les perspectives du PLF 2027 et ces 54 milliards d'économies envisagées ne peuvent qu'aggraver ces inégalités.

C'est pourquoi je vous informe que FO Fonction publique ne signera pas l'accord sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la fonction publique qui ne répond en rien aux objectifs affichés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de ma haute considération.

Christian GROLIER
Secrétaire général

Copie : DGAFP